Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

152-153 | 2018

Anthropologie et anarchisme

“Anthropologie critique et critique politique”

Journées doctorales du LESC, 22 et 23 juin 2017 –

Maison Archéologie & Ethnologie, René Ginouvès

Julie Cayla, Violaine Héritier-Salama et Brett Le Saint

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6971>

DOI : 10.4000/jda.6971

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2018

Pagination : 285-290

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Julie Cayla, Violaine Héritier-Salama et Brett Le Saint, « “Anthropologie critique et critique politique” », *Journal des anthropologues* [En ligne], 152-153 | 2018, mis en ligne le 30 avril 2018, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6971> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6971>

**« ANTHROPOLOGIE CRITIQUE
ET CRITIQUE POLITIQUE »**
Journées doctorales du LESC
22 et 23 juin 2017
Maison Archéologie & Ethnologie, René Ginouvès

Julie CAYLA* – Violaine HÉRITIER-SALAMA**
Brett LE SAINT***

Des journées doctorales portant sur le thème de l'anthropologie critique et de la critique politique ont été organisées au Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (LESC - UMR 7186) les 22 et 23 juin 2017, par Julie Cayla, Violaine Héritier-Salama et Brett le Saint (doctorants). Ouvertes aux doctorants et jeunes docteurs rattachés à d'autres institutions, ces journées avaient pour ambition d'engager, par la voix de jeunes chercheurs, une réflexion collective autour des finalités de l'anthropologie, de la praxis du chercheur sur les différents lieux de la production du savoir, et des liens possibles ou souhaitables entre connaissance anthropologique et engagement politique. Après une rétrospective de ces problématiques et débats, depuis les fondements mêmes de la discipline jusqu'à nos jours (en France comme dans le

* * * * * LESC-UMR 7186 (Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative) – 21 allée de l'Université – 92023 Nanterre cedex
Courriel : *julie.cayla@hotmail.fr – **violaine.heritier@wanadoo.fr
***lesaintbrett@gmail.com

monde anglo-saxon), cette rencontre s'est organisée en trois demi-journées thématiques reflétant une certaine temporalité de la recherche.

Du choix épistémologique à la posture méthodologique : l'engagement critique du chercheur¹

Cette première session confronta trois interventions présentant différents choix d'engagement, effectués en amont de la recherche ou résultant de la posture adoptée par le chercheur, ainsi que leurs implications. Stefano Dorigo (doctorant en anthropologie, LAVUE, université Paris 8) inaugura ces journées en interrogeant le statut juridique du chercheur et les particularités du recueil de données ethnographiques auprès de personnes politiquement engagées et parfois en conflit ouvert avec des forces d'État. Au travers de sa propre expérience de terrain, notamment dans le Nord-Ouest de l'Italie auprès des acteurs du mouvement *No Tav*, et à l'appui de nombreux cas de condamnation de chercheurs, il montra la faiblesse du statut juridique de l'anthropologue, parfois assimilé aux personnes ethnographiées ou sommé de fournir à l'État des informations susceptibles de leur nuire. Il en appela à la construction d'un nouveau statut à même de protéger ses sources et de garantir la liberté d'engagement du chercheur. Par un retour plus réflexif sur sa propre expérience d'anthropologue impliqué dans les luttes politiques indigénistes en Équateur, Jose Egas (doctorant en anthropologie, CEIAS, EHESS) mettait en parallèle la place des minorités dans les contextes politiques équatoriens et indiens pour élaborer une recherche critique directement inspirée des *subaltern studies* et d'une anthropologie des « Sud-s ». Sur son terrain du Kerala, il proposa ainsi d'interroger la libéralisation de l'État indien et son rapport aux minorités Adivasi dans une perspective postcoloniale, tout en revisitant la catégorisation de « subalterne ».

¹ Session animée par Muriel Champy (docteure en anthropologie, affiliée au LESC) et Pia Bailleul (master en anthropologie, université Paris Nanterre).

Enfin, Magali Dufau (doctorante en anthropologie, LESC, université Paris Nanterre) proposa de distinguer trois degrés d'engagement en anthropologie. À partir de son terrain de recherche au sein d'une brigade de gendarmerie, elle revendiqua la nécessité d'un plein engagement ethnographique, condition indispensable au recueil de données précises et nuancées, tout en soulignant les biais induits par la poursuite d'une finalité politique dans la recherche, à travers l'exemple de la position adoptée par Didier Fassin dans son enquête sur une brigade anti-criminalité. À cet engagement politique, elle préfère ainsi un engagement « citoyen » qui consiste à démocratiser l'accès au savoir en dehors du cercle des spécialistes.

Ethnographes impliqués : la description est-elle une prise de position ?²

Sous forme de table-ronde, cette seconde session questionna les degrés et les formes de l'engagement de l'ethnographe au cœur de son terrain de recherche, ainsi que les positions adoptées en fonction de la proximité induite ou produite avec les enquêtés. Sandra Ly (doctorante en anthropologie, LESC, université Paris Nanterre) traita tout d'abord des difficultés d'être assignée à une position politique dépendante de son appartenance clanique dans la société hmong qu'elle étudie en Île-de-France. Ce sont toutefois ces assignations qui lui ont permis, une fois assumées, de rendre compte de la complexité des intérêts sociopolitiques qui agitent les cercles familiaux et associatifs ethnographiés. Bénédicte Bonzi (doctorante en anthropologie, IIAC/LAIOS, EHESS), engagée auprès des Restos du Cœur de Seine-Saint-Denis et y menant son terrain de recherche, interrogea ensuite l'importance de l'affect et du questionnement moral comme moment fondateur dans la conduite de la recherche. Marie Mazzella (doctorante en anthropologie, LESC, université Paris Nanterre), qui travaille sur les danses libres extatiques en

² Session animée par Fabien Provost (doctorant en anthropologie, LESC/CEIAS) et Adèle Rivoalland (master de sociologie, université de Nantes).

France, considéra quant à elle, la nécessité d'inclure à ses questionnements scientifiques les allégations de sectarisme ou de dangerosité d'ordre médical proférées à l'encontre des pratiques qu'elle étudie. Elle envisagea les risques de son implication et préféra en appeler à un dialogue pluridisciplinaire à même de proposer une analyse scientifique plus objective. À travers l'étude des vécus de la mobilité parmi des chercheurs originaires d'Asie du Sud en Europe, Vinicius Kauê Ferreira (doctorant en anthropologie, IIAC/LAIOS, EHESS) formula une analyse des transformations contemporaines du champ scientifique et de la précarisation croissante des chercheurs post-doctorants. Il démontra comment ce contexte participe à la production de nouvelles formes de subjectivités. Pour finir, Mélissa Plavis (doctorante en anthropologie, LESC, université Paris Nanterre), travaillant auprès de familles non-scolarisantes en *unschooling* – soit laissant leurs enfants apprendre librement, sans enseignement imposé, tout en étant mère d'*unschoolers* – mit en évidence la complémentarité des points de vue « intérieur » et « extérieur ». Elle avança que le chercheur était, de fait, déjà impliqué, tout en plaidant pour une discipline dont la vocation pourrait être de porter à la reconnaissance des modes de vies minoritaires.

Ces interventions variées se sont répondues de plusieurs manières. La diversité des postures adoptées a permis de montrer comment l'autocritique adressée au « je » du terrain recouvrait de multiples questions, du rôle du chercheur dans la société à la construction de l'objet anthropologique lui-même, et autant de réponses sur le plan de l'engagement politique. À certaines ethnographies destinées à faire entendre une voix ou à exposer une situation, répondent ainsi d'autres travaux ayant achoppé sur le politique sans volonté préalable, l'anthropologue se trouvant dans tous les cas forcé d'y répondre, parfois de manière très personnelle. Plus généralement, a été soulignée la richesse potentielle de ces frottements avec le politique (exigeant la formulation claire et argumentée d'une prise de position, quelle qu'elle soit) dans la construction de la recherche elle-même, tandis que la réflexion sur

l'engagement que représente l'action de décrire a également permis d'interroger la légitimité de l'ethnographe.

En prise avec le politique : devenir et réappropriation des recherches³

La dernière matinée eut vocation à questionner une autre temporalité de la recherche, celle des prolongements et des réappropriations possibles des résultats par des tiers. Pierre Peraldi-Mittelette (doctorant en anthropologie, LESC, université Paris Nanterre) inaugura la matinée en questionnant la réappropriation par la diaspora touarègue des polémiques ayant eu cours dans le milieu académique des chercheurs targuisants, dans le cadre de luttes d'auto-définition dont l'enjeu est de qualifier l'« ensemble touarègue », soit comme ethnie soit comme nation. Valérie Vandenabeele (docteure en anthropologie, LESC), par l'étude des productions littéraires orientalistes et du développement contemporain de l'écologisme, proposa de déconstruire l'imaginaire des « Tibétains verts ». À la lumière des paradoxes qui émergent entre les discours et les pratiques de gestion du parc national de Pudacuo (Chine) et d'une analyse des stratégies de réappropriation locales de cet imaginaire, elle proposa de réaffirmer l'importance du déconstructivisme en anthropologie et de la nécessaire fonction de vulgarisateur de l'anthropologue qui peut en découler. Enfin, Sandra Liliana Herran Arias (doctorante en anthropologie, EPHE, Universidad Nacional de Colombia) interrogea quant à elle, *via* l'étude des minorités Wounaan dans la Valle del Cauca en Colombie, les positions particulières que peuvent occuper les anthropologues dans le contexte politique colombien, où ils ont souvent un rôle d'intermédiaire dans la reconnaissance des luttes ou de l'existence même de certaines minorités ethniques.

³ Session organisée par Méliissa Plavis (doctorante en anthropologie, LESC) et Camille Robert-Bœuf (doctorante en géographie, LAVUE).

Ces journées avaient été conçues dans l'idée de dresser un état des lieux des questionnements critiques au sein de la nouvelle génération d'anthropologues. Le contenu des interventions et les échanges suscités ont souligné la multiplicité des perspectives quant aux modalités de l'engagement politique et éthique et des formulations de la critique au sein de la discipline. Parallèlement aux questions de la temporalité de la recherche, de nombreux espaces de discussion ont fait émerger d'autres axes de questionnement. Les débats ont notamment permis de souligner l'existence de différentes échelles d'engagement que l'on pourrait répartir entre, le choix de s'investir sur son terrain (avec les questionnements et les frontières qui lui sont propres), ou bien entre celui d'investir un tel terrain dans le but de produire ou de servir une critique plus étendue des rapports de force, dans un cadre national ou transnational. Du statut social au statut juridique ou institutionnel du chercheur, des conditions de terrain à la destination des travaux, les pistes qui ont émergé lors des débats, sur les éventuelles implications politiques de ces différents facteurs, demanderaient à être prolongées. La relation entretenue avec le terrain et les conditions de sa mise en place mériteraient d'être davantage explicitées, tout comme les modalités de construction de l'objet et la manière dont il s'inscrit dans les rapports sociaux existants au sein du milieu étudié, autant que dans le champ académique. Malgré les divergences, les débats ont permis de s'accorder sur la nécessité, dans le cadre de toute recherche, d'analyser et d'explicitier le point de vue à partir duquel elle est produite comme prise de position politique et éthique. Qu'une visée politique ait été délibérément choisie ou qu'elle se soit imposée au chercheur au cours de son terrain, il est apparu presque illusoire de penser qu'une recherche puisse être dénuée de toute considération politique.

* * *